

Geschäftsverzeichnisnr. 6734
Entscheid Nr. 13/2019 vom 31. Januar 2019

ENTSCHEIDSAUSZUG

---

*In Sachen:* Vorabentscheidungsfragen in Bezug auf Artikel 27 der Ordonnanz der Region Brüssel-Hauptstadt vom 9. Juli 2015 « zur Festlegung der ersten Maßnahmen zur Ausführung und Anwendung der Sechsten Staatsreform bezüglich der Überwachung und Kontrolle im Bereich der Beschäftigung » und Artikel 175 des Sozialstrafgesetzbuches in der in der Flämischen Region geltenden Fassung, gestellt vom niederländischsprachigen Gericht erster Instanz Brüssel.

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Präsidenten A. Alen und F. Daoût, und den Richtern L. Lavrysen, J.-P. Snappe, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, T. Giet, R. Leysen und M. Pâques, unter Assistenz des Kanzlers P.-Y. Dutilleux, unter dem Vorsitz des Präsidenten A. Alen,

erlässt nach Beratung folgenden Entscheid:

\*

\* \*

### I. *Gegenstand der Vorabentscheidungsfragen und Verfahren*

In seinem Urteil vom 27. September 2017 in Sachen des Arbeitsauditors von Brüssel gegen Filipa De Baptista Marques und die « Euro Cell » PGmbH, dessen Ausfertigung am 2. Oktober 2017 in der Kanzlei des Gerichtshofes eingegangen ist, hat das niederländischsprachige Gericht erster Instanz Brüssel folgende Vorabentscheidungsfragen gestellt:

« 1. Verstößt Artikel 27 der Ordonnanz vom 9. Juli 2015 zur Festlegung der ersten Maßnahmen zur Ausführung und Anwendung der Sechsten Staatsreform bezüglich der Überwachung und Kontrolle im Bereich der Beschäftigung gegen Artikel 92*bis* des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen und Artikel 42 des Sondergesetzes vom 12. Januar 1989 über die Brüsseler Institutionen, indem er in Artikel 12 des Gesetzes vom 30. April 1999 über die Beschäftigung ausländischer Arbeitnehmer strafrechtliche Sanktionen für Verstöße gegen die Vorschriften bezüglich der Beschäftigung ausländischer Arbeitskräfte einführt, ohne dass ein Zusammenarbeitsabkommen mit den anderen Regionen und dem Föderalstaat geschlossen wurde?

2. Ist auf eine natürliche Person mit Wohnsitz in der Region Brüssel-Hauptstadt und eine juristische Person mit Gesellschaftssitz in der Region Brüssel-Hauptstadt – jedoch mit Betriebssitzen sowohl in der Flämischen als auch in der Wallonischen Region -, der ein Verstoß gegen die Vorschriften bezüglich der Beschäftigung ausländischer Arbeitskräfte aufgrund der Tatsache zur Last gelegt wird, dass festgestellt wurde, dass diese Personen Arbeitnehmer auf dem Gebiet der Flämischen Region beschäftigt haben, jene strafrechtliche Sanktion anwendbar, die in der Region Brüssel-Hauptstadt gilt (Artikel 27 der Ordonnanz vom 9. Juli 2015 zur Festlegung der ersten Maßnahmen zur Ausführung und Anwendung der Sechsten Staatsreform bezüglich der Überwachung und Kontrolle im Bereich der Beschäftigung), oder aber diejenige, die in der Flämischen Region gilt (Artikel 175 des Sozialstrafgesetzbuches)? ».

(...)

### III. *Rechtliche Würdigung*

(...)

#### *In Bezug auf die erste Vorabentscheidungsfrage*

B.1. Die erste Vorabentscheidungsfrage bezieht sich auf Artikel 27 der Ordonnanz der Region Brüssel-Hauptstadt vom 9. Juli 2015 « zur Festlegung der ersten Maßnahmen zur Ausführung und Anwendung der Sechsten Staatsreform bezüglich der Überwachung und Kontrolle im Bereich der Beschäftigung » (nachstehend: Ordonnanz vom 9. Juli 2015).

B.2. Artikel 27 der Ordonnanz vom 9. Juli 2015 nimmt den in der Vergangenheit aufgehobenen Artikel 12 des Gesetzes vom 30. April 1999 « über die Beschäftigung ausländischer Arbeitnehmer » (nachstehend: Gesetz vom 30. April 1999) wieder auf und führt Strafsanktionen bei Verstößen gegen die Vorschriften über die Beschäftigung ausländischer Arbeitskräfte ein.

Artikel 12 des Gesetzes vom 30. April 1999 in der Fassung seiner Anwendung in der Region Brüssel-Hauptstadt bestimmt:

« § 1er. Est puni soit d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende pénale de 600 à 6.000 euros ou de l'une de ces deux peines seulement, soit d'une amende administrative de 300 à 3.000 euros, l'employeur, son préposé, ou son mandataire qui, en contravention avec la présente loi et avec ses mesures d'exécution, à l'exception des normes relatives au permis de travail délivré en fonction de la situation particulière de séjour des personnes concernées, a fait ou laissé travailler un ressortissant étranger qui n'est pas admis ou autorisé à séjourner plus de trois mois en Belgique ou à s'y établir.

L'amende est multipliée par le nombre de travailleurs concernés.

§ 2. Est puni soit d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende pénale de 600 à 6.000 euros ou de l'une de ces deux peines seulement, soit d'une amende administrative de 300 à 3.000 euros, l'employeur, son préposé, ou son mandataire qui, en contravention avec la présente loi et avec ses mesures d'exécution, à l'exception des normes relatives au permis de travail délivré en fonction de la situation particulière de séjour des personnes concernées, n'a pas, lors de l'occupation d'un ressortissant d'un pays tiers :

1° vérifié au préalable que celui-ci dispose d'un titre de séjour ou d'une autre autorisation de séjour valable;

2° tenu à la disposition des services d'inspections compétents une copie ou les données de son titre de séjour ou de son autre autorisation de séjour valable, au moins pendant la durée de la période d'emploi;

3° déclaré son entrée et sa sortie de service conformément aux dispositions légales et réglementaires.

Au cas où le titre de séjour ou l'autre autorisation de séjour qui est présenté par le ressortissant étranger est un faux, la sanction prévue à l'alinéa 1er est applicable s'il est prouvé que l'employeur savait que ce document était un faux.

L'amende est multipliée par le nombre de travailleurs concernés.

§ 3. Est puni soit d'une amende pénale de 100 à 1.000 euros, soit d'une amende administrative de 50 à 500 euros, l'employeur, son préposé, ou son mandataire qui, en contravention avec la présente loi et avec ses mesures d'exécution, à l'exception des normes

relatives au permis de travail délivré en fonction de la situation particulière de séjour des personnes concernées :

1° a fait ou a laissé travailler un ressortissant étranger sans avoir obtenu une autorisation d'occupation de l'autorité compétente et/ou qui ne possède pas de permis de travail;

2° a fait ou a laissé travailler un ressortissant étranger en ne respectant pas les limites fixées par l'autorisation d'occupation et/ou le permis de travail;

3° a fait ou a laissé travailler un ressortissant étranger pour une durée plus longue que celle de l'autorisation d'occupation et du permis de travail;

4° a fait ou a laissé travailler un ressortissant étranger après le retrait de l'autorisation d'occupation ou du permis de travail;

5° n'a pas remis le permis de travail au travailleur étranger ou le lui a remis moyennant paiement d'une somme ou d'une rétribution sous quelque forme que ce soit.

L'amende est multipliée par le nombre de travailleurs concernés.

§ 4. Est puni soit d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende pénale de 600 à 6.000 euros ou de l'une de ces deux peines seulement, soit d'une amende administrative de 300 à 3.000 euros, quiconque, qui, en contravention avec la présente loi et avec ses mesures d'exécution, à l'exception des normes relatives au permis de travail délivré en fonction de la situation particulière de séjour des personnes concernées :

1° a fait entrer en Belgique un ressortissant étranger ou a favorisé l'entrée en Belgique de celui-ci en vue d'y être occupé, sauf s'il s'agit d'un ressortissant étranger possédant un permis de travail valable et à l'exception du ressortissant étranger pour lequel l'employeur peut bénéficier d'une autorisation d'occupation postérieurement à son entrée en Belgique en vue d'y être occupé;

2° a promis à un ressortissant étranger, moyennant une rétribution sous forme quelconque, soit de lui chercher un emploi, soit de lui procurer un emploi, soit d'accomplir des formalités en vue de son occupation en Belgique;

3° a réclamé ou reçu d'un ressortissant étranger, une rétribution sous une forme quelconque, soit pour lui chercher un emploi, soit pour lui procurer un emploi, soit pour accomplir des formalités en vue de son occupation en Belgique;

4° a servi d'intermédiaire entre un ressortissant étranger et un employeur ou les autorités chargées de l'application des dispositions de la présente loi ou de ses mesures d'exécution, à l'exception des normes relatives au permis de travail délivré en fonction de la situation particulière de séjour des personnes concernées, ou encore entre un employeur et ces mêmes autorités, en accomplissant des actes susceptibles d'induire en erreur, soit ce ressortissant étranger, soit l'employeur, soit lesdites autorités.

L'amende est multipliée par le nombre de travailleurs concernés.

§ 5. Pour les infractions visées aux paragraphes 1er, 2 et 4, le juge peut, en outre, interdire au condamné d'exploiter, pour un terme d'un mois à trois ans, soit par lui-même, soit par personne interposée, tout ou partie de l'entreprise ou de l'établissement où l'infraction a été commise, ou d'y être employé à quelque titre que ce soit.

§ 6. Pour les infractions visées aux paragraphes 1er, 2 et 4, le juge peut, en outre, en motivant sa décision sur ce point, ordonner la fermeture, pour une durée d'un mois à trois ans, de tout ou partie de l'entreprise ou de l'établissement dans lequel les infractions ont été commises.

§ 7. La durée de la peine prononcée en application du paragraphe 5 ou 6 court à compter du jour où le condamné aura subi ou prescrit sa peine et, s'il est libéré conditionnellement, à partir du jour de la libération pour autant que celle-ci ne soit pas révoquée.

Elle produit cependant ses effets à compter du jour où la condamnation contradictoire ou par défaut est devenue définitive.

§ 8. Le juge peut uniquement infliger les peines visées aux paragraphes 5 ou 6 quand cela s'avère nécessaire pour faire cesser l'infraction ou empêcher sa réitération, pour autant que la condamnation à ces peines soit proportionnée à l'ensemble des intérêts socio-économiques concernés. En outre, pour les infractions visées au paragraphe 3, les peines visées aux paragraphes 5 ou 6 ne peuvent être infligées que pour autant que la santé ou la sécurité des personnes soit mise en danger par ces infractions.

Ces peines ne portent pas atteinte aux droits des tiers.

§ 9. Toute infraction à la disposition du jugement ou de l'arrêt qui prononce une interdiction ou une fermeture en application du paragraphe 5 ou 6 est punie d'une sanction visée au paragraphe 3 ».

B.3. Mit seiner ersten Vorabentscheidungsfrage möchte das vorlegende Gericht wissen, ob Artikel 27 der Verordnung vom 9. Juli 2015 angenommen werden konnte ohne vorherigen Abschluss des in Artikel 92*bis* § 3 Buchstabe c) des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen erwähnten obligatorischen Zusammenarbeitsabkommens zwischen der Föderalbehörde und den anderen Regionen. Insbesondere wird der Gerichtshof dazu befragt, ob das Fehlen eines Zusammenarbeitsabkommens zwischen den vorerwähnten Gebietskörperschaften für die Bestimmung der Anwendbarkeit ihrer jeweiligen Strafvorschriften bei Verstößen gegen ihre jeweiligen Vorschriften über die Beschäftigung ausländischer Arbeitskräfte mit der vorerwähnten besonderen Gesetzesbestimmung im Einklang steht.

B.4. Artikel 42 Absatz 1 des Sondergesetzes vom 12. Januar 1989 über die Brüsseler Institutionen bestimmt:

« Titre IV*bis* ‘ La Coopération entre l’État, les Communautés et les Régions ’ de la loi spéciale [du 8 août 1980] est applicable à la Région de Bruxelles-Capitale, moyennant les adaptations nécessaires ».

Artikel 92*bis* des Sondergesetzes vom 8. August 1980 gilt deshalb in der Region Brüssel-Hauptstadt entsprechend.

B.5. Das Sondergesetz vom 16. Juli 1993 zur Vollendung der föderalen Staatsstruktur hat in den vorerwähnten Artikel 92*bis* einen Paragraphen 3 Buchstabe c) eingefügt, nach dem die Föderalbehörde und die Regionen auf jeden Fall ein Zusammenarbeitsabkommen abschließen « für die Koordinierung der Politik in Sachen Arbeitserlaubnis mit der Politik in Sachen Aufenthaltsgenehmigung und in Sachen Normen für die Beschäftigung ausländischer Arbeitskräfte ».

B.6. Die im vorerwähnten Artikel 92*bis* § 3 Buchstabe c) vorgesehene obligatorische Zusammenarbeit wurde im Rahmen der Vorarbeiten zum Sondergesetz vom 16. Juli 1993 wie folgt begründet:

« La coordination entre, d’une part, l’autorité fédérale qui est compétente pour délivrer des permis de séjour et pour déterminer les normes relatives à l’emploi de travailleurs étrangers et, d’autre part, les Régions qui sont compétentes pour délivrer des permis de travail peut être considérablement améliorée en imposant l’obligation de conclure un accord de coopération, reprenant, entre autres, les éléments suivants :

a) le cadre socio-économique dans lequel les permis de travail peuvent être délivrés, avec fixation éventuelle d’un contingent;

b) [des] dispositions assurant une application uniforme de la réglementation en matière de permis de travail sur l’ensemble du territoire;

c) [des] mesures visant à réaliser une application cohérente de la réglementation en matière de cartes de travail par rapport à la réglementation des permis de séjour;

d) la mise au point d’un système d’échange d’information;

e) l’élaboration d’un système de contrôle adéquat, entre autres, en vue de limiter l’application de la technique dite de rotation » (*Doc. parl.*, Sénat, 1992-1993, n° 558/5, pp. 453-454).

B.7.1. Vor der Sechsten Staatsreform war die Beschäftigung ausländischer Arbeitskräfte eine Angelegenheit, in Bezug auf die der Föderalbehörde und den Regionen jeweils unterschiedliche, jedoch verflochtene Befugnisse zustanden. Die Föderalbehörde übte die normative Zuständigkeit aus und die Regionen waren lediglich für die Anwendung der föderalen Normen zuständig.

Seit der Sechsten Staatsreform bestimmt Artikel 6 § 1 IX Nr. 3 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 in der Fassung der Ersetzung durch das Sondergesetz vom 6. Januar 2014 und der entsprechenden Anwendung auf die Region Brüssel-Hauptstadt nach Artikel 4 Absatz 1 des Sondergesetzes vom 12. Januar 1989 über die Brüsseler Institutionen ganz allgemein, dass die Regionen zuständig sind für «die Beschäftigung ausländischer Arbeitskräfte, mit Ausnahme der Normen betreffend die Arbeitserlaubnis, die im Rahmen der spezifischen Aufenthaltssituation der betreffenden Personen ausgestellt wird, und die Befreiungen von Berufskarten, die an die spezifische Aufenthaltssituation der betreffenden Personen gebunden sind. Die Feststellung der Verstöße kann ebenfalls durch die von der Föderalbehörde dazu ermächtigten Beamten erfolgen». Mit Ausnahme der Arbeitserlaubnisse, die unmittelbar mit einer spezifischen Aufenthaltssituation zusammenhängen, sind die Regionen in Bezug auf die Beschäftigung ausländischer Arbeitskräfte zuständig für die Verabschiedung von Rechtsvorschriften, ihre Anwendung, ihre Überwachung und ihre Durchsetzung (*Parl. Dok.*, Senat, 2012-2013, Nr. 5-2232/1, S. 109-112).

B.7.2. Gemäß Artikel 11 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 können die Regionen innerhalb der Grenzen ihrer Befugnisse auch die Nichteinhaltung der Bestimmungen ihrer Dekrete unter Strafe stellen und die Strafen für diese Nichteinhaltung festlegen. Diese Bestimmung ist nach Artikel 4 Absatz 1 des Sondergesetzes vom 12. Januar 1989 über die Brüsseler Institutionen entsprechend auf die Ordonnanzen der Region Brüssel-Hauptstadt anzuwenden.

B.7.3. Artikel 92*bis* § 3 Buchstabe c) des Sondergesetzes vom 8. August 1980 ist derzeit «teilweise gegenstandslos [...], da die Rechtsetzungskompetenz infolge des angeführten Artikels 6 § 1 IX Nr. 3 SGRI von der Föderalbehörde auf die Regionen übergeht. Die Bestimmung behält gleichwohl [ihre] Relevanz für die Arbeitserlaubnis, die im Rahmen der spezifischen Aufenthaltssituation der betreffenden Personen ausgestellt wird, und die

Befreiungen von Berufskarten, die an die spezifische Aufenthaltssituation der betreffenden Personen gebunden sind, in Bezug auf die die Föderalbehörde für die Normierung zuständig bleibt und die Regionen für die entsprechende Anwendung (Artikel 6 § 1 IX Nr. 4 SGRI) » (*Parl. Dok.*, Senat, 2012-2013, Nr. 5-2232/3, SS. 38-39).

B.7.4. In dem Rahmen haben die Föderalbehörde, die Wallonische Region, die Flämische Region, die Region Brüssel-Hauptstadt und die Deutschsprachige Gemeinschaft im Hinblick auf die Umsetzung von unter anderem der Richtlinie 2011/98/EU am 2. Februar 2018 ein Zusammenarbeitsabkommen im Sinne der vorerwähnten besonderen Gesetzesbestimmung abgeschlossen « hinsichtlich der Koordinierung der Politik in Sachen Arbeitserlaubnis mit der Politik in Sachen Aufenthaltsgenehmigung und in Sachen Normen für die Beschäftigung und den Aufenthalt ausländischer Arbeitskräfte » (*Parl. Dok.*, Kammer, 2017-2018, DOC 54-2933/001 und Senat, 2017-2018, Nr. 6-411/1). Dieses Zusammenarbeitsabkommen bezieht sich vor allem auf die Festlegung eines kombinierten Verfahrens und die Abänderung der Aufheldokumente zur Schaffung eines kombinierten Titels « Aufenthalt-Arbeit ». Ferner beziehen sich die Bestimmungen des Abkommens (insbesondere Kapitel II, Abschnitt 3 Aufsicht, Überwachung und Sanktionierung) auf die Feststellung der Verstöße durch die Inspektionsdienste der jeweiligen Gebietskörperschaften und nicht auf die Einführung von Strafsanktionen durch die beteiligten Parteien.

B.8. Aus dem Vorstehenden geht hervor, dass die vom Sondergesetzgeber ins Auge gefasste Verpflichtung zum Abschluss eines Zusammenarbeitsabkommens sich nicht auf die strafrechtliche Rechtsetzungskompetenz der Regionen hinsichtlich der Beschäftigung ausländischer Arbeitskräfte bezieht. Folglich steht die in Frage stehende Bestimmung im Einklang mit Artikel 92*bis* § 3 Buchstabe c) des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen in Verbindung mit Artikel 42 Absatz 1 des Sondergesetzes vom 12. Januar 1989 über die Brüsseler Institutionen.

B.9. Die erste Vorabentscheidungsfrage ist verneinend zu beantworten.

*In Bezug auf die zweite Vorabentscheidungsfrage*

B.10. Die zweite Vorabentscheidungsfrage, gelesen im Lichte des Sachverhalts und der Begründung im Verweisungsentscheid, zielt auf die Beachtung der territorialen Zuständigkeitsverteilung durch Artikel 27 der Ordonnanz vom 9. Juli 2015 und durch Artikel 175 des Sozialstrafgesetzbuches in der Fassung der seinerzeitigen Anwendung in der Flämischen Region ab.

Sie fällt in den Zuständigkeitsbereich des Gerichtshofs nach Artikel 26 § 1 Nr. 1 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof.

B.11. Die Artikel 5, 39 und 134 der Verfassung in Verbindung mit den Artikeln 2 und 19 § 3 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen und mit den Artikeln 2 § 1 und 7 des Sondergesetzes vom 12. Januar 1989 über die Brüsseler Institutionen haben eine ausschließliche Verteilung der territorialen Zuständigkeiten eingeführt. Ein solches System setzt voraus, dass der Gegenstand einer jeden Regelung, die ein Regionalgesetzgeber erlässt, innerhalb seines Zuständigkeitsgebietes muss eingegrenzt werden können, sodass jedes konkrete Verhältnis oder jede konkrete Situation nur durch einen einzigen Gesetzgeber geregelt wird.

B.12. Weder das Gesetz vom 30. April 1999 über die Beschäftigung ausländischer Arbeitnehmer in der Fassung seiner Anwendung in der Region Brüssel-Hauptstadt, insbesondere dessen Artikel 12, wieder aufgenommen durch Artikel 27 der Ordonnanz vom 9. Juli 2015, noch das Gesetz vom 30. April 1999 in der Fassung seiner Anwendung in der Flämischen Region in Verbindung mit dem zum Zeitpunkt des Sachverhalts in dieser Region anzuwendenden Artikel 175 des Sozialstrafgesetzbuches enthalten selbst Lokalisierungskriterien, sodass der entsprechende Anwendungsbereich als solcher durch die vorerwähnten Verfassungsbestimmungen und die Bestimmungen der vorerwähnten Sondergesetze geregelt wird.

Um sich ein Urteil über die Lokalisierung einer Norm innerhalb des von der Verfassung und den Sondergesetzen zugewiesenen territorialen Zuständigkeitsbereichs bilden zu können, müssen die Art und der Gegenstand der zugewiesenen materiellen Zuständigkeit berücksichtigt werden.

B.13. Hier geht es um die regionale Zuständigkeit in Bezug auf « die Beschäftigung ausländischer Arbeitskräfte » im Sinne von Artikel 6 § 1 IX Nr. 3 des Sondergesetzes vom 8. August 1980. Folglich sind die in B.12 erwähnten Bestimmungen dahin auszulegen, dass sie gelten für einerseits die Beschäftigung ausländischer Arbeitskräfte in der Region Brüssel-Hauptstadt und andererseits die Beschäftigung ausländischer Arbeitskräfte in der Flämischen Region, ungeachtet der Frage, wo der Geschäftssitz oder Betriebssitz des betreffenden Arbeitgebers sich befindet, wenn dieser vom Beschäftigungsort der ausländischen Arbeitskraft abweicht.

B.14. Bei dementsprechender Auslegung sind die in Frage stehenden Bestimmungen mit den vorerwähnten Verfassungsbestimmungen und den Bestimmungen der vorerwähnten Sondergesetze vereinbar.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

erkennt für Recht:

- Artikel 27 der Ordonnanz der Region Brüssel-Hauptstadt vom 9. Juli 2015 « zur Festlegung der ersten Maßnahmen zur Ausführung und Anwendung der Sechsten Staatsreform bezüglich der Überwachung und Kontrolle im Bereich der Beschäftigung » verstößt nicht gegen Artikel 92*bis* § 3 Buchstabe c) des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen in Verbindung mit Artikel 42 Absatz 1 des Sondergesetzes vom 12. Januar 1989 über die Brüsseler Institutionen.

- Bei einer Auslegung, wie in B.13 erwähnt, verstoßen das Gesetz vom 30. April 1999 über die Beschäftigung ausländischer Arbeitnehmer in der in der Region Brüssel-Hauptstadt geltenden Fassung, insbesondere dessen Artikel 12, wieder aufgenommen durch Artikel 27 der vorerwähnten Ordonnanz vom 9. Juli 2015, und das vorerwähnte Gesetz in der in der Flämischen Region geltenden Fassung in Verbindung mit dem zum Zeitpunkt des Sachverhalts in dieser Region geltenden Artikel 175 des Sozialstrafgesetzbuches nicht gegen die Regeln, die die jeweilige territoriale Zuständigkeit der Region Brüssel-Hauptstadt und der Flämischen Region festlegen.

Erlassen in niederländischer und französischer Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, am 31. Januar 2019.

Der Kanzler,

Der Präsident,

(gez.) P.-Y. Dutilleux

(gez.) A. Alen